ADRESSE

AUX AMIS DE LA LIBERTÉ,

FRC 185

PAR UN DE SES DÉFENSEURS,

en réponse à l'adresse

AUX AMIS DE LA PAIX.

Par Mr. SERVAN, ancien Avocat au Parlement de Grenoble.



AVERTISSEMENT.

I Orsqu'un Ecrivain ordinaire prête sa plume au mensonge & à l'erreur; si ses intentions sont pures, s'il ne trompe les autres, que parce qu'il a été trompé luimême, il est plus à plaindre, qu'à blâmer.

Mais lorsqu'un Ecrivain célébre, étranger à l'erreur, la répand à pleines mains, lorsque son esprit ne parait faux, que parce que son cœur est corrompu; lorsqu'il ne déploie son génie que pour séduire avec plus d'artifice; il doit être voué à l'infamie.



ADRESSE

AUX AMIS DE LA VÉRITÉ.

(a) On nous dira que notre Assemblée Nationale n'est qu'un assemblage d'hommes audacieux & pervers, qui enchaînent des hommes faibles & timides. Que veulent-ils que nous fassions de cette terrible vérité? Dans le moment où nous sommes, lequel vaut mieux de l'ignorer, ou de l'apprendre.

Fut-ce la main de Catilina qui présent at de bonnes Loix, il faudrait les recevoir comme de la bouche de Caton même.

Adresse aux anis de la paix, par M. SERVAN, ancien Avocat - général, au Parlement de Grenoble.

SI la main de Catilina présentait des Loix, son caractère connu, son ame atroce tiendraient les esprits en désiance; avant de consacrer ces Loix, on les éclairerait du slambeau de la discussion;

⁽a) pag. 15 & 16 de l'ouvrage de M. Servan.

& ce ne serait qu'en tremblant qu'on les enrégistrerait, jusqu'à ce que l'expérience eut rassuré sur leur utilité.

Habitans des Provinces, hommes sages, vrais amis de la Patrie! Mirabeau, le Chapelier, Barnave, &c. Voilà vos Législateurs. Toute terrible qu'est cette vérité, dans le moment où nous sommes, il est encore temps de la mettre à prosit. Si non-seulement la main de Catilina, mais son ame toute entiere se produit dans leur ouvrage; si le nouveau Code des Loix est évidenment le fruit du déréglement de l'esprit & du cœur; attendrez-vous que (1) cette vérité soit plus dange-reuse encore, pour vouloir qu'elle soit enchaînée comme une bête séroce?

On vous dit: il est des vérités qu'il est dangéreux de révéler: (2) soutenir que la vérité n'est jamais dangereuse, ce serait dire que l'esprit de l'homme est toujours juste, & que son cœur est toujours droit.

Amis de la vérité! L'application de ce principe n'est-elle pas le plus sanglant des outrages? & s'opposer à ce que la vérité vous soit révélée, en ce moment, comme trop dangereuse, n'est-

⁽¹⁾ pag. 15.

⁽²⁾ pag. 15.

ce pas dire que votre esprit a cessé d'être juste, & votre cœur d'être droit?

On vous dit: (1) qu'on a beau réver, & qu'on ne voit pas qu'on puisse tirer autre chose de cette vérité que la guerre civile.

Amis de la Patrie! C'est ainsi qu'on cherchait à effrayer la grande ame de Cicéron poursuivant Catilina: montrez-vous, & la Conjuration est dissipée; il en est temps encore. Les Loix de ces hommes audacieux & pervers vous ont été présentées. Discutez & jugez.

L'auteur de l'adresse aux amis de la paix dit dans son avertissement, qu'il a rassemblé sur ces Loix les objections les plus fortes, ou les plus spécieuses; & que s'il n'a pas pu donner à toutes des raisons sans replique, il n'en est aucune où il n'ait apporté quelque adoucissement.

Amis de la vérité! Remarquez cet aveu singulier. Les objections sont sortes, mais au désaut de réponses sans replique, on a apporté des adoucissemens. Et quels adoucissemens? Comparez & prononcez.

" (2) On murmure, dit-il, de l'avilissement de l'autorité Royale... Mais, il faut écouter

⁽¹⁾ Pag. 15.

⁽²⁾ Pag. 29. 30. & 31.

a les raisons d'une telle opinion. Que prétenn dez-vous faire de vos Rois, disent ses partifans, voulez-vous qu'ils foient les premiers huissiers de la Nation? Tous les sujets auront le droit de commander, & le Roi seul n'aura que la prérogative d'obéir! Simple spectateur de l'œuvre de la Loi, il n'y concourra jamais d'une " manière efficace! & si vous lui permettez de l'arrêter un moment, c'est pour lui faire subir l'affront de l'admettre malgré lui, & d'en être le héraut lui-même! Quel intérêt voulezvous que les Rois prennent à l'exécution de , ces Loix qui leur seront toujours étrangeres, & leur paroitront souvent ennemies? N'est-ce , pas aussi une injustice trop criante dans votre " Constitution, de supposer toujours le Prince sans vertus, & vos Représentans sans vices? Rois & Représentans ne seront - ils pas tous également ambitieux? Si l'ambition des Rois , est plus soutenue, celle des Représentans sera plus vive: la sagesse exigeait sans doute que es poids à peu près égaux fussent balancés l'un par l'autre, & qu'en accordant aux Représen-, tans de la Nation le droit de proposer des Loix, » on assurât au Monarque le privilège de les refufer., " Quand on verra des Louis XI occuper le trône, & les de Thou, les Harlai, les Molé, les Beauvilliers, les Montausiers, les Fénélon, les Montesquieu, &c. remplir vos Assemblées Nationales, votre Constitution paraîtra fort, sage; mais quand un Roi aura l'ame de Henri IV, & que vos Représentans auront le génie des Ligueurs, quels seront les effets de cette Constitution?

"Toutes ces raisons, Amis de la paix, ne sont point sans force; mais pour rassurer les est, prits, je vous proposerai une réslexion bien simple. Quand il s'est agi de ce sameux Veto Royal, rappellez-vous qu'il s'éleva deux partis qui suillirent à dégénérer en assreuse distable corde; les uns voulaient que ce droit sût absolu & sans limites, & les autres voulaient l'anéantir tout-à-sait; mais anéantir un tel droit était vraiment dangereux, & l'abandonner sans limites, l'était peut être encore davantage: le limiter dans un juste espace, paraissait le vœu de la sagesse, & quand on parvient à mécontenter à la sois deux partis opposés, on peut se croire assez voisin de la vérité.

Amis de la vérité! tel est l'adoucissement porté à l'objection de l'avilissement de l'autorité Royale! Car l'Auteur n'a sûrement pas prétendu donner une réponse sans replique.

Eh bien! C'est cet adoucissement même qui non - seulement avilit, mais anéantit l'autorité Royale. Ce respect apparent pour l'Autorité qu'on détruit, est un outrage de plus. Etait ce aussi par respect, que le premier Prince du sang Royal donnant son avis dans l'Assemblée sur le Veto absolu, ou suspensif, s'écria avec assectation & ironie, suspensif, c'est bien assez. Était ce par respect que sur la réponse du Roi par laquelle il invitait l'Assemblée à prendre ses résexions en confidération, en lui observant que ce n'était que par une communication franche qu'il pourrait arriver avec elle au même but, le bonheur de ses peuples, M. le Chapelier se permit de dire qu'il n'était pas question d'établir une conférence entre l'Affemblée Nationale, & le conseil du Roi, & proposa à l'Assemblée de ne pas désemparer que la fanction ne fût obtenue; était - ce encore par respect, que M. Mirabeau s'écria que l'Affemblée n'avait pas entendu demander au Roi son avis, mais la fanction?

Bons citoyens! l'autorité du Roi a été avilie par le fait, & par la Loi. Par le fait. Vous le peindrai-je donnant forcément sa fanction à des Décrets que son esprit & son cœur désavouent? Vous le représenterai-je, bloqué dans son palais, à l'exécrable journée du six Octobre, au mo-

ment où sa demeure venait d'être souillée par les plus horribles forfaits, manifestant le désir que tous les membres de l'assemblée se rendissent auprès de lui, afin de profiter de leurs confeils; & recevant cette réponse injurieuse, dictée par Mr. Mirabeau, qu'il n'était pas de la dignité de l'assemblée Nationale de se rendre chez le Roi? Vous le montrerai-je enfin marchant vers Paris, (librement, dit-on, & pour répondre à l'invitation qui lui était faite) avec tout l'appareil de la guerre, escorté des meurtriers de ses serviteurs, d'une milice égarée par des factieux, environné de femmes armées se repaisfant du spectacle de deux têtes sanglantes qu précédaient le cortège; comme si on allait avec vingt-mille hommes, & du canon inviter fon Roi à venir dans sa capitale?

Ces détails ne vous sont que trop connus, & plut à Dieu qu'on pût les essacer de la mémoire! A ces traits reconnaîtrez-vous, avec l'auteur de l'adresse aux amis de la paix, (1) ceux qui chérissent la monarchie par principes, & le Monarque par sentiment.

Mais si par le fait, l'autorité Royale a été si indignement avilie, c'est par les Décrets de vos

⁽¹⁾ Pag. 26.

Modernes législateurs, qu'elle est entiérement anéantie.

Amis de la liberté! Vous conviendrez, avec l'auteur de l'adresse, que c'est (1) un principe aujourd'hui géneralement reconnu que l'union du pouvoir législatif au pouvoir exécutif, produit le pouvoir arbitraire. Vous conviendrez avec lui que la premiere conséquence de ce principe était de ramener le pouvoir législatif à la nation, en laissant le pouvoir exécutif au prince.

Mais vous ajouterez ce qu'il n'a pas dit, & qu'il n'ignorait cependant pas, que la feconde conféquence à tirer était de limiter tellement ces deux pouvoirs l'un par l'autre, qu'ils ne pussent jamais se confondre & nuire à la liberté.

Chaque pouvoir a fon objet d'ambition; l'objet d'ambition du pouvoir législatif est la participation au pouvoir exécutif, comme l'objet d'ambition du pouvoir exécutif est la participation au pouvoir législatif. En admettant dans la balance des deux pouvoirs des oscillations inévitables, il faut donc qu'elle soit ramenée à l'équilibre par la prépondérance des loix faites dans ce but; & leur action coercitive doit arrêter de

I.) Pag. 29.

part & d'autre les usurpations lentes ou soudaines.

Or l'affemblée Nationale a largement pourvu à la fûreté du pouvoir législatif qu'elle possede; par la perpétuité de cette assemblée biennalement renouvellée, par la dépendance absolue où elle tient le gouvernement quant aux subsides, par le serment de sidélité que l'armée prête à la Nation aussi bien qu'au Roi, par l'établissement des Milices Bourgeoises dans tout le Royaume, par la responsabilité des agents du pouvoir exécutif, par la liberté de la presse, & par l'énergie donnée à l'opinion publique dans ce nouveau système de constitution représentative.

Et elle n'a pas jugé que les précautions les plus fortes & les plus nombreuses sussent encore suffisantes pour ranger le pouvoir exécutif; elle a cru devoir le comptimer jusques dans le principe de sa vie; lui montrer l'instant où il cessera d'ètre libre, l'instant où il fera forcé de sanctionner ce qu'il réprouve, de saire exécuter ce qu'il croit nuisible. Le Roi sera vis-à-vis de l'assemblée Nationale, ce que son parlement était jadis vis-à-vis de lui; elle lui donnera aussi des lettres de jussion, & il sera contraint d'obtempérer.

Que conclure de là? C'est qu'il n'est aucuni pouvoir qui n'aille trop loin, quand il se relève de l'oppression, & qu'il dicte la loi après la victoire. On croit à peine, dans l'esservescence du mécontentement, pouvoir donner assez d'étendue à ses moyens, assez d'entraves à ses adversaires; & l'on s'apperçoit, au retour du calme, qu'on est devenu soi-même oppresseur.

Il faut donc pour que le pouvoir législatif à son tour, ne soit que ce qu'il doit être, pour qu'il n'envahisse pas le pouvoir exécutif; il faut que ce dernier ait un moyen de se garantir qui lui soit propre; car on se tromperait étrangement, si l'on n'était pas convaincu que les effets du pouvoir législatif, quand il n'est pas limité, peuvent devenir au moins aussi funestes à la liberté, que les essets du pouvoir exécutif qui franchit les bornes dans lesquelles il doit être contenu.

Le pouvoir exécutif, s'il est aux mains d'un seul, rencontre au moins une sorte d'obstacle dans l'opinion publique; celui qui en dispose, craint de se compromettre en se permettant d'en abuser outre mesure; & assez ordinairement quand il en abuse, il met quelque modération dans l'usage qu'il en sait.

Il n'en est pas ainsi du pouvoir législatif, s'il

est aux mains de plusieurs. Attendez vous que le pouvoir législatif consié d'une maniere indéfinie à plusieurs, ne mettra point de bornes à ses entreprises: car plusieurs ne craignent pas l'opinion publique; plusieurs mettent à envahir une persévérance dont un seul est rarement capable; plusieurs disposant de la puissance législative, & pouvant se donner toute l'autorité qu'ils imagineront, finiront donc par anéantir toutes les autres puissances.

En deux mots le pouvoir exécutif, quand il est dans les mains d'un seul, & qu'il n'est pas circonscrit dans des limites fixes, amene le despotisme d'un seul; mais le pouvoir législatif, quand il est dans les mains de plusieurs, & qu'il y existe sans limites précises, amene l'Aristocratie ou le Despotisme de plusieurs. Et on sait bien que le Despotisme de plusieurs est plus intolérable cent sois que le Despotisme d'un seul.

Amis de la liberté! vous en faites une cruelle expérience! hâtez-vous de circonscrire le corps législatif dans ses véritables limites.

Vos modernes législateurs cherchent à vous perfuader que leur pouvoir est suffisamment limité par le droit accordé au Roi de suspendre, pendant un certain temps, l'exécution des actes du corps législatif. Ils vous disent qu'il serait trop dangereux de lui accorder le droit de refus l'absolu & sans limites; & qu'il était nécessaire de le limiter dans un juste espace; ils le disent, & veulent être crûs sur parole, mais il est de votre intérêt le plus pressant d'approsondir cette discussion.

Il est clair que, si la faculté de suspendre l'exécution des actes du corps législatif, sussit pour borner les entreprises de ce corps, le prince ne doit jouir que de cette faculté; car, dans une bonne constitution, toute autorité qui n'est pas nécessaire, est un abus.

Mais si la faculté de suspendre, ne suffit pas pour arrêter les entreprises du corps législatif, absolument il faudra avoir recours à la faculté d'empècher: il faudra reconnaitre qu'il importe qu'aucun acte du corps législatif n'ait force de loi, qu'autant que le prince y aura consenti.

Voyez donc d'abord si la faculté de suspendre est suffisante.

Dans ce sistème, quand le Prince use de son droit, il ne sait autre chose que de déclarer qu'il ne croit pas utile, ou qu'il croit mauvaise la Loi qu'on lui présente; & en conséquence il invite le corps législatif à l'examiner de nouveau pendant un intervalle de temps sixé par la constitution; mais si, cet intervalle de temps écoulé,

le corps législatif persiste dans sa résolution, le Prince est nécessairement obligé de promulguer la Loi.

Or il est évident qu'avec un pareil ordre de choses, le pouvoir législatif n'est réellement contenu dans aucune limite, car il n'est pas besoin de beaucoup de sagacité pour appercevoir qu'il ne faudra que de la persévérance au corps législatif pour faire passer telle Loi qu'il voudra, & qu'il mettra d'autant plus d'opiniâtreté à persévérer dans une résolution une sois prise, que son orgueil sera plus choqué de la résistance que le prince aura cru devoir y apporter.

On ne manquera pas de dire, que dans l'intervalle fixé par la conftitution pour l'exercice du droit de fuspendre, l'opinion publique se formera nécessairement sur la Loi proposée, & que, si elle est contraire à la Loi, le corps législatif n'osera persévérer dans sa résolution.

Hommes sages! observez que les grands corps ne respectent pas toujours l'opinion publique: l'expérience l'a prouvé dans tous les temps; & celui-ci le confirme encore.

Remarquez en outre, que non-seulement ils ne respectent pas toujours l'opinion publique, mais qu'ils peuvent facilement la corrompre. Or songez à ce que devient capable de tenter une

Assemblée de Législateurs, intéressée, par son amour propre, à faire prévaloir ce qu'elle aura une fois décidé'; appercevant dans sa lutte avec le dépositaire du pouvoir exécutif, une humiliation d'autant plus certaine, si elle vient à succomber, que ce ne sera qu'après avoir perdu la confiance de la Nation qu'elle succombera, & parce qu'une Assemblée de Législateurs est infailliblement la premiere, & la plus formidable de toutes les puissances; & parce que les hommes qui n'osent penser d'après eux-mêmes, sont toujours du parti de la puissance qui domine; voyez comme l'envie de plaire à cette puissance impérieule empêchera l'essor de toutes les idées! comme elle va mettre dans sa dépendance tous ces écrivains mercenaires, tour à tour apôtres de la licence & de la tyrannie, & ne parlant jamais comme ils pensent, mais comme ils craignent! Ce qui se passe sous nos yeux prouve cette affertion. Qui oserait aujourd'hui blâmer publiquement les opérations du corps législatif? Et voyez avec quelle licence on a écrit contre le Roi, la Reine, les Nobles, le Clergé, &c, & comme on s'occupe peu d'arrêter le torrent de libelles, dans lesquels on se permet de les insulter chaque jour. Résléchissez aux intrigues, aux cabales, aux manœuvres de toute espece;

aux calomnies secretes contre ceux qui ne sont pas de l'avis qui a prévalu, excitées ou répandues dans les provinces, par ceux des membres du corps législatif qui mettront un plus grand intérêt à triompher; & au milieu de tous ces mouvemens où sera l'opinion publique? Comment pourra-t-elle se manifester? Et pouvez-vous espérer que le corps législatif soit tenté de reve-

nir fur ses pas?

On vous dira que tous ces inconvéniens ont été prévenus, en arrêtant que toutes les fois que le Prince estimera convenable d'user de son droit de suspendre, ce ne sera qu'après deux législatures, c'est à-dire, après que le corps législatif aura été renouvellé deux fois; que si ce corps perfiste dans sa résolution, alors seulement le Prince sera obligé de sanctionner la Loi suspendue. De cette maniere, si le corps législatif, après deux renouvellemens, persiste dans sa résolution, ce sera une preuve que la Nation, qui préside à ces renouvellemens, & qui aura toujours composé le corps législatif, pensant de la même maniere, approuvera la Loi; & dans ce cas, la volonté de la Nation étant au - dessus de tout, le Prince sera oblige de sanctionner la Loi. Si au contraire, le corps législatif, après deux renouvellemens, abandonnait sa résolution, ce serait une preuve que la Nation qui aurait recomposé le corps législatif de gens pensant d'une autre maniere, n'approuverait pas la Loi; & dans ce cas, la volonté suprème de la Nation étant clairement manisestée, le Prince, fort de cette volonté, ne courrait aucun risque en rejettant la Loi.

Amis de la vérité! ces raisonnemens vous sont présentés avec art. Mais remarquez d'abord que la législature qui proposera une loi à la fanction du Prince, aura fans doute quelqu'envie de la faire adopter, car autrement elle ne la proposerait pas. En conséquence, en même temps qu'elle la proposera, il demeure toujours démontré qu'elle ne négligera rien pour forcer le consentement du Prince; & comme ce consentement dépendra de la volonté des commettants du corps législatif, il est également démontré que les membres du corps législatif seront dans une correspondance perpétuelle d'intrigues avec leurs commettans, afin de leur faire partager l'opinion qu'ils auront adoptée, & de les opposer ensuite au Prince avec quelques succès. Quoi! vous pensez que les membres du corps politique, de retour dans les provinces, garderont le silence! Vous croyez que leur orgueil exalté au plus haut degré par l'acte du pouvoir exécutif, qui aura frappé

seem by der som for lave 14

de suspendre les loix proposées, vos modernes législateurs ne lui ont accordé véritablement aucun droit; que cette influence qu'ils paraissent lui laisser sur les Délibérations du corps législatif, n'est qu'une influence chimérique; & que loin d'avoir trouvé un moyen de borner les entreprises du corps législatif, ils n'ont, au contraire, trouvé qu'un moyen d'exalter ses prétentions, & d'irriter son orgueil.

Il est donc de toute clarté que le pouvoir législatif reste illimité dans la nouvelle constitution; & comme un pouvoir ne peut être illimité sans envahir tous les autres, la puissance législative finira par envahir toutes les autorités, & sur-tout l'autorité exécutive.

Et comme la confusion des pouvoirs détruit la liberté, il suit qu'avec cette faculté suspensive donnée au prince, le pouvoir législatif détruira la liberté.

Bons Citoyens! cette question était d'une si grande importance pour le bonheur public, & elle a été traitée de si mauvaise foi, qu'il était extrêmement utile d'insister sur les détails. Toutes ces idées vous ont déja été présentées; & c'est ici l'extrait sidele des réslexions mises au jour par des publicistes éclairés.

Que résulte-t-il de là? Qu'afin que la liberté

foit maintenue, & que le pouvoir législatif ne franchisse pas ses bornes naturelles, il faut trouver un autre moyen que la faculté suspensive; c'est-à-dire, que l'intérêt de la liberté exige que vous accordiez au Prince la faculté indéfinie d'arrêter les délibérations du Corps législatif.

Mais ce droit de refus indéfini vous donne-til quelques craintes? Concevez-vous des doutes? Il ne faut rien diffimuler. Il est encore trois objections à résoudre; & ce ne seront point des adoucissements qui seront portés, mais bien des réponses sans replique.

Premierement, dit-on, en accordant à un feul homme la faculté de rendre nulles les délibérations du corps législatif, vous mettez nécessairement la Nation dans la dépendance d'un feul homme.

Ce raisonnement serait soutenable, si cet homme, en même temps qu'il peut rendre nulles les délibérations du corps législatif, avait le droit de mettre sa propre volonté à la place de la volonté du corps législatif. Mais le prince ne peut gouverner que par la loi; & la loi est toute entiere l'ouvrage du Corps législatif. En donnant donc au prince le droit d'empêcher que telle ou telle loi soit promulguée, on ne lui donne pas le droit de faire telle ou telle loi;

sur le pouvoir exécutif, & nuiraient à la prérogative Royale.

Quant aux premieres Loix, il serait possible que les Législatures suivantes, soit par la vanité de mieux faire, soit par une sorte de jalousie mal raisonnée, soit par d'autres intérêts particuliers, se réunissent au Roi pour les combattre; mais lorsque les projets de Loix favoriseront l'aggrandissement du pouvoir législatif aux dépens du pouvoir exécutif, il n'est aucun doute que la Législature suivante ne regarde les Décrets à foutenir, comme un héritage laissé par des prédécesseurs, & qui doit être conservé. Vous n'ignorez pas que le Corps législatif, quoique composé de membres amovibles, & qui se renouvelleront tous les deux ans, n'en exerce pas moins, comme Corps, un pouvoir permanent, & un pouvoir opposé d'intérêts au pouvoir exécutif. Or l'esprit particulier d'un Corps tend toujours à accroître sa puissance, & si tout esprit de Corps est un esprit d'ambition, toujours il penchera en faveur des Décrets qui étendront fa domination.

Et prenez garde que jamais le Prince ne refusera sa fanction, que lorsqu'il appercevra un grand intérêt à le faire, que lorsqu'il croira remarquer, par exemple, que s'il l'accorde, ou il se compromet lui-même, ou il compromet essentiellement la chose publique. Ce ne sera donc qu'en matiere grave qu'il suspendra la Loi proposée, & sa lutte avec le Corps législatif en sera d'autant plus sérieuse & plus durable, qu'il s'agira d'un objet plus important; observez que de plus, en dernière analyse, la perte de l'estime ou de la confiance de la Nation sera le résultat nécessaire d'un mauvais succès pour celui des deux qui fuccombera. Or, dans une pareille position, & quand de si puissans motifs déterminent à tout tenter pour éviter une défaite, comment parviendra-t-on à vous persuader que le Corps législatif, avec des moyens infiniment supérieurs à ceux du Prince pour triompher, se fatiguera lui-même de sa longue persévérance? Comment ne sentez - vous pas qu'à l'instant où une Loi sera suspendue, la considération personnelle de ceux qui l'auront proposée, se trouvera comme naturellement liée avec la destinée de la Loi? Et alors, comment ne voyez-vous pas tout ce qu'ils peuvent employer d'opiniâtreté & de combinaisons dangereuses pour entretenir, dans la Nation, une ferm'entation favorable à leurs vues?

Amis de la liberté! tenez donc pour démontré, qu'en n'accordant au prince que le droit

movibles & héréditaires contractent un esprit , de corps & de suite, qui fait le caractère pro-, pre de leur ambition; mais quand le Corps seul est permanent, & que l'amovibilité est dans tous les membres, l'esprit de Corps n'est qu'une ombre, qui n'a pas même le temps , de se former dans la courte durée de chaque , Assemblée. Ces Chambres, qui composeront , les diverses Législatures , n'auront rien de , commun que le nom ; la vanité de mieux , faire deviendra une forte de jalousie, qui , les fera pencher à penser & faire autrement, , bien plutôt qu'à imiter; loin de s'approprier , les projets d'ambition, ou de Loix de leurs prédécesseurs, leur gloire sera de les effacer par d'autres projets & d'autres Loix; & dans , le combat qui s'établirait par un Veto entre , le Roi & l'Assemblée Nationale, je suis con-» vaincu que les Affemblées suivantes seront en " général plus favorables au Veto du Prince, , qu'au projet de Loi d'une Assemblée rivale. , Ainsi dans l'institution d'une Chambre unique, où quelques politiques n'ont craint que l'excès " de sa force avec des Rois foibles, j'ose penser , que l'excès de sa foiblesse avec un Prince ha-, bile ferait cent fois plus dangereux. ,, Amis de la vérité! Vous observerez que c'est

déja un grand préjugé contre l'institution d'une Chambre unique de Représentans, que de lui voir courir les chances, tantôt d'une faiblesse excessive avec un prince habile, tantôt d'une force immodérée avec un Roi faible.

Que c'est condamner d'une maniere sensible cette Chambre unique, que de la représenter constamment mobile dans ses opérations, & changeant les Loix de ses prédécesseurs, par cette sorte de jalousse qui la sera pencher à penser & faire autrement, bien plutôt qu'à imiter; & nou par la persuasion intime que ces Loix ne conviennent pas à la Nation.

Lorsque vous en serez à l'examen des désauts de l'institution d'une Chambre unique, il se présentera à vos esprits une soule de motifs pour la rejetter, & blâmer encore en ce point vos modernes Législateurs.

Mais pour apprécier la justesse du principe, que les législatures suivantes seront plus savorables au Veto du Prince, qu'aux projets de Loix de leurs dévanciers, vous distinguerez facilement entre les Loix qui pourraient être indissérentes ou importantes en général, sans compromettre l'autorité du Roi; & celles qui, favorisant outre mesure le pouvoir législatif, entreprendraient

frappé de nullité leurs Décrets, leur permettra de rester impassibles! Quoi! Vous ne sentez pas que, dans une position pareille, ils doivent tout tenter pour se faire réélire, ou du moins pour faire élire des hommes qui pensent comme eux, & qu'ainsi vous aurez des querelles intestines, & toutes les dépravations morales que ce genre de querelles entraîne ordinairement à sa suite!

Mais non-seulement les mêmes membres qui ont formé un vœu, pouvant rentrer dans leur place, avant le terme fixé au resus du Roi, porteront leurs nouveaux collégues à soutenir ce qu'on appellera l'honneur de l'Assemblée Nationale; de plus, l'opinion publique, provoquée dans ce grand procès, prononcera difficilement avec équité. La Nation s'identifiera bien plus volontiers avec le corps qui la représente, & dont les membres sont de son choix, qu'avec le pouvoir exécutif, dont les formes sont moins populaires, & qui excite toujours de la désiance. Par conséquent les intérêts de l'Assemblée Législative prendront aisément l'apparence d'intérêts nationaux, & ceux du Prince, d'intérêts privés.

En vain, on vous dira que dans l'espace de trois Législatures, il est comme impossible que la fureur des partis ne s'appaise pas, que les intrigues particulieres ne soient déjouées, que l'ambition personnelle ne se lasse.

D'abord, vous appercevrez que c'est toujours un ordre essentiellement mauvais, essentiellement corrupteur de tous les principes de la Société, essentiellement immoral, que celui qui, ne pouvant subsister sans engendrer des partis, sans donner lieu à des intrigues, sans fournir des alimens à l'ambition, ne laisse que l'espoir incertain de voir l'ambition, les intrigues, les partis finir comme d'eux-mêmes, après un espace de temps plus ou moins long.

Et puis, c'est en vérité bien peu connaître les hommes, que de compter, en excitant perpétuellement leurs passions, sur la nullité des essets qu'elles peuvent produire.

Inutilement l'Auteur de l'adresse aux Amis de la paix vous dira:

" (1) Une erreur fensible, à mon avis, au sujet de l'institution d'une Chambre unique des "Représentans, est de lui supposer un grand esprit de suite & d'union d'une Législature "à l'autre... Il me semble qu'à bien consulter le cœur humain, il doit arriver précisément le contraire. Des Sénateurs permanens, ina-

⁽¹⁾ Pag. 59 & 60.

Pour faire place au despotisme de deux cent factieux. Au moment où vous avez fait un si généreux effort pour recouvrer votre liberté, souffrirez - vous qu'elle soit si impérieusement enchainée? Et par qui? Par un assemblage d'hommes audacieux & pervers, qui n'ont d'espoir que dans les désordres qu'ils excitent.

Mais quel degré d'estime pourrez-vous accorder à celui qui, malgré l'évidence, cherche néanmoins à vous dissimuler votre cruelle position, en vous disant: que faire de cette terrible vérité? Dans le moment où nous sommes, lequel vaut mieux de l'ignorer ou de l'apprendre?

Que doit-on attendre de vous, celui qui, loin de s'atrister sur votre sort, se couvre encore du masque de la probité & du patriotisme, pour mieux vous égarer, & vous perdre sans retour?

" (1) Soyons de bonne-foi, vous dit l'au-" teur de l'adresse aux amis de la paix, & n'imi-" tons point ceux qui se trompent eux-mêmes, " afin de mieux tromper les autres. Dans la " foule d'objections vagues &c., on vous en " opposera de spécieuses, & de sages: des hom-" mes sensés vous diront: fallait-il donc se hâ-" ter de détruire l'ancien édifice jusques dans

⁽¹⁾ Pag. 35. 36. 39 & 40.

, ses fondements, lorsqu'on était encore incer-, tain d'en pouvoir élever un tout nouveau? Dans une entreprise si difficile par elle-même, , était-il prudent d'appeller encore tant de diffi-, cultés étrangeres? Ne devait - on pas prévoir que l'Etat fans Loix, fans foutien, pouvait , périr & se dissoudre dans l'intervalle entre les , Loix anciennes qui n'existaient plus, & les , Loix nouvelles qui existaient encore? Quels politiques ont jamais imaginé de plonger d'a-, bord une Nation dans l'état d'anarchie & de guerre, pour la ramener ensuite à un ordre s civil & plus parfait ? Ces détracteurs vous ci-, teront Montesquieu qui, dans les changemens , politiques, défend toutes les actions subites. , Ils vous citeront Rousseau qui, dans son ou-, vrage sur le Gouvernement de la Pologne, , dit : affranchir les peuples est une grande & , belle opération, mais hardie, périlleuse, & , qu'il ne faut pas tenter inconsidérement.... n Je ris de ces peuples avilis qui se laissant me-, ner par des liqueurs, osent parler de liberté, , sans même en avoir l'idée; & le cœur plein de n tous les vices des esclaves, s'imaginent que pour être libres, il fussit d'être mutins."

" Appliquez, ajouteront les Censeurs, ces opi-" nions de nos plus sages politiques à tout ce

, que

ordre de choses qui, en produisant le despotisme de plusieurs, peut donner lieu à beaucoup de mauvaises loix, & un ordre de choses qui, en empêchant ce même despotisme, peut vous exposer à manquer quelque temps d'une bonne Loi.

Enfin, il est faux que vous soyez exposés à

manquer long-temps d'une bonne Loi.

Qu'est - ce que fait le Prince en refusant son consentement à une loi? Il déclare qu'il l'examinera; car voilà en quoi consiste son refus. Et que signifie ce refus ? Que si , dans la suite, le Prince vient à découvrir que la Loi qu'il a refusée, est avantageuse, & qu'elle lui soit présentée de nouveau, suivant de certaines formes qui seront indiquées par la constitution, il la fanctionnera. Ainsi le consentement du Prince n'est ici forcé en aucune maniere, mais en même temps tous les moyens de l'éclairer sur la valeur de la loi qui lui est présentée, lui sont ménagés; & il ne s'agit plus que de trouver, quand la Loi sera bonne, une maniere de prouver qu'elle est bonne, à laquelle il lui soit comme impossible de résister.

Or en quoi consiste cette maniere? A organiser l'opinion publique, de maniere qu'elle n'exprime jamais autre chose que la vérité.

L'opinion publique n'est tout ce qu'elle doit

être, elle ne devient l'expression naturelle de la vérité, qu'autant qu'elle est parsaitement libre.

L'opinion publique n'est parfaitement libre, qu'autant qu'elle se développe d'une maniere douce & tranquille, croissant comme la lumiere du jour; s'étendant, pour ainsi dire, dans les esprits, comme celle-ci s'étend dans l'espace, par un mouvement toujours uniforme, & toujours paisible.

Or l'opinion publique, ainsi formée, est de toutes les puissances celle à laquelle on résiste le moins: elle est véritablement le produit de toutes les intelligences & de toutes les volontés; on peut la regarder comme la conscience manifestée d'une nation entière.

Il est donc impossible que le Prince librement & suffisamment éclairé par l'opinion, puisse refuser de consentir à une bonne Loi.

Et fût-il assez imprudent pour ne pas respecter l'opinion publique, resléchissez sur les moyens irrésistibles que le pouvoir législatif a par luimème, de faire adopter cette Loi, par la dépendance absolue où il tient le gouvernement quant aux subsides &c.

Hommes sages! Amis de la Patrie! Souffrirezvous qu'on vous trompe aussi cruellement? L'autorité Royale a été avilie, anéantie: & pourquoi? fouveraineté véritable; un million d'hommes raffemblés qui porteraient un Décret contraire à ses maximes éternelles, ne proclameraient pas une loi, mais une injustice; & s'ils voulaient mecontraindre à obéir à leurs décrets, je ne verrais dans cette contrainte qu'une force aveugle qui agit, & non pas une autorité légitime qu'il me faudrait respecter.

La Loi est l'opposé de la volonté simple. Partout où il n'y a que volonté, il y a despotisme; par-tout où il existe un accord de la raison & de

la volonté, il y a Loi.

Pourquoi donc, dit-on, que la Loi est l'expression de la volonté générale? Parce que la volonté vraiment générale est toujours une volonté conforme à l'intérêt de l'humanité entière, & que tout ce qui convient à l'intérêt de l'humanité, n'est jamais en opposition avec la raison.

Ainsi, vous ne définissez la Loi, l'expression de la volonté générale, que parce que la volonté générale manisestée ne peut être que l'ex-

pression de la raison.

L'effentiel pour faire une véritable, une bonne Loi, est donc de placer ceux qui déliberent dans des circonstances où, autant qu'il sera possible, ils n'aient que la volonté générale à exprimer. C'est à trouver ces circonstances que les grands Législateurs se sont particulièrement attachés. En trossieme lieu, ajoute-t-on, en accordant au Prince la faculté de s'opposer aux délibérations du corps législatif, vous le mettrez souvent dans le cas d'empêcher qu'une bonne Loi ne soit promulguée.

On peut d'abord répondre qu'entre les Loix qui feront préfentées au Prince, les unes feront avantageuses aux sujets, les autres pourront nuire à la prérogative du Prince; que c'est un bien qu'il empêche la promulgation des dernieres, puisque sa prérogative n'est instituée que pour protéger la liberté nationale; & qu'il n'a aucun intérêt à s'opposer aux premieres, attendu que plus les sujets prospéreront, & plus lui-même sera puissant.

Ensuite il est infiniment moins dangereux de manquer d'une bonne Loi, que d'en avoir de mauvaises; vous savez que c'est le despotisme qui enfante les mauvaises Loix, les Loix nuisibles à la liberté. Vous savez que le despotisme, soit qu'il existe dans les mains d'un seul, soit qu'il repose dans les mains de plusieurs, ne résulte que de la consusion des pouvoirs. Vous n'avez pas oublié que le corps législatif, dès qu'il est illimité, envahit les autres pouvoirs, & devient despotique. Or c'est à vous maintenant de choisir entre un

& parce que la Nation n'obéit qu'à la loi, il est clair que, sous aucun point de vue, vous ne pouvez regarder la Nation comme dans la dépendance du Prince.

En fecond lieu, dit-on, le corps législatif exprime par ses actes la volonté générale; & le Prince n'exprime qu'une volonté particuliere. Or il est absurde d'arrêter, par l'exercice d'une volonté particuliere, le mouvement de la volonté générale.

Ou, comme s'exprime l'auteur de l'adresse aux amis de la paix, en termes plus obscurs, & dans une phrase entortillée à dessein; (1) la vie des individus & celle des Etats, n'étant qu'une suite de volontés & d'actions, quiconque a le droit de les empêcher de tout faire, a celui de les détruire.

Amis de la vérité! il est faux que le corps législatif exprime toujours par ses actes la volonté générale. Pour qu'il l'exprimat toujours, il faudrait qu'en délibérant, il pût être exempt de toute espece de passion, ou d'intérêt particulier. Or la probabilité qu'il est exempt de toute espece de passion, ou d'intérêt particulier, di-

⁽i) Pag. 29.

minue, en raison de ce que la puissance du corps législatif est plus illimitée. Une volonté qui n'agit que pour empêcher la puissance du corps législatif d'être illimitée, loin de s'opposer au développement de la volonté générale, tend donc, au contraire, à rendre ce développement plus régulier & plus fûr. Dès lors si la Nation a trouvé qu'il importait de laisser au Prince un pouvoir suffisant pour cet objet; le pouvoir du Prince à cet égard est tout aussi national que le pouvoir des membres du corps législatif, quand ils déliberent sur une loi : la volonté du Prince, lorsqu'il exerce ce pouvoir, ne faurait donc être regardée comme une volonté privée; c'est donc une volonté nationale. La prétendue opposition entre la volonté générale & une volonté particuliere, n'est donc qu'une chimere que le plus léger examen fait disparaître.

Et c'est ici le lieu de lever une équivoque qui a séduit beaucoup de monde. La loi est, dit-on, l'expression de la volonté générale. Par la volonté générale, entend-t-on celle de la multitude?

La loi prise dans son acception la plus vraie, n'est que l'expression de la raison universelle. Il n'y a que la raison universelle qui ait droit de commander; c'est en elle seule que réside la que l'Assemblée Nationale a fait, & jugez de dittos - trous + right to the " fa fagesse.

" C'était une maxime célèbre & reconnue de l'Europe entiere, que le maintien de la Monarchie était inséparable de celui de la Noblesse; & notre Assemblée veut conserver la Monarchie en détruisant tout d'un coup la Noblesse; car enfin l'essence de cet ordre ne confistant que dans la distinction, confondre la , Noblesse avec le Peuple, c'est la détruire.

, Notre Peuple était abaissé presque au dernier degré de servitude; & sans augun intervalle, l'Affemblée Nationale le porte au premier degré de puissance. a sur

" La Religion ou le Sacerdoce s'étaient insensiblement liés à toutes les parties du Gouver-, nement, ne suffisait - il pas d'anéantir l'Ordre , du Clergé, en le confondant dans l'Ordre " de la Noblesse ?

Qui peut, en observant tout cela, se refu-, ser à cette idée ; que l'Assemblée Nationale , n'a été que l'affemblage de deux factions qui se détestaient & s'insultaient, l'une sous le nom d'Aristocratie, & l'autre sous celui de Démocratie? Et quand de deux factions l'une enfin écrase l'autre, peut-on dire que c'est la , fagesse ou bien la force qui l'emporte?

Austr voyez l'ouvrage qu'ils ont fait, & dites - nous comment il est possible d'excufer l'institution d'une Chambre unique de Re-" présentans, institution inouie, sans exemple , comme sans motifs, & qu'on ne peut pas plus justifier dans une grande Monarchie par l'au-, torité de l'expérience, que par les spéculations de la théorie? Quoi! Dans la Monarchie françaife, confier la puissance législative à un Corps , très - nombreux, formant une assemblée uni-" que, sans contrepoids qui l'arrête, & tendant " toujours à la Démocratie ou à l'anarchie, par a la force accélérée de sa passion dominante! En vérité, cette institution téméraire qui a tant » étonné nos contemporains pourra bien faire gé-" mir notre postérité. "

Amis de la vérité! Vous êtes entraînés par la force de ces objections. Vos yeux font desfillés. Il semble déjà vous entendre publier votre reconnaissance envers l'écrivain qui vous a tracé des images si vives, & rendu des vérités si sensibles. Arrêtez, & si vous le pouvez, contenez votre indignation à la lecture des réponses suivantes.

" (1) Le mouvement de cette révolution a été extraordmaire, & trop rapide sans doute:

⁽¹⁾ Pag. 41. 42. 43. & 44.

mais il faut convenir que cet exces dans la force qui attaquait, n'a été produit que par l'excès de la part de la force qui résistait. Le peuple ne s'est trop élevé, peut- être, il n'a tout exigé comme un droit, que par l'acharnement de la Noblesse & du Clergé à ne vou- loir rien accorder qu'à titre de grâce... Ensin ces deux Ordres s'obstinant à peser sur la Nation, ils l'ont eux mêmes réduite à les jetter par terre, comme un insupportable sardeau.

" On ne voit, dans la conduite de la Noblesse & du Clergé, qu'une suite d'imprudences ineximales; & de la part des Communes, des actes de colere, effets inévitables des outrages & de l'injustice.

" Conçoit on la faute de la Noblesse qui va " s'unir intimément à l'ordre du Clergé, dont " le sacrisse dans les circonstances présentes " était indispensable? Ne devait-elle pas mettre " sa politique à capituler plus avantageusement " au milieu des ruines de cet Ordre, dont elle " se ferait fait un utile rempart?

" Comment justifier leur opiniâtre résistance " à se réunir aux Communes? Les violences ; " les outrages, les haines terribles qui en ont " été la suite, ne sont elles pas leur ouvrage?… " Ce que l'on conclura nettement, c'est qu'il n'appartient pas à la Noblesse & au Clergé de se se plaindre d'un anéantissement qu'ils ont euxmêmes provoqués avec une imprudence incroyable. Telle a été la conduite de la Noblesse & du Clergé, qu'ils sont comptables envers la Nation des maux mêmes qu'ils ont forcé les Communes à leur faire.

Hommes équitables! De quel étonnement n'êtes - vous pas saiss à la lecture d'une justification si inouie! Et croiriez - vous que c'est la même plume qui a tracé l'accusation? L'auteur convient que (I) la séparation des Ordres est en général une bonne Loi dans une Monarchie; que l'on doit revenir à cette institution, au travers du temps, Es quidés par l'expérience; & il fait un crime aux Ordres du Clergé & de la Noblesse d'avoir résisté à leur anéantissement! ces deux Ordres s'obstinaient, dit-il, à peser sur la Nation, & l'ont eux - mêmes réduite à les jetter par terre, comme un insupportable fardeau. (Derniere expression aussi triviale qu'insultante.) S'obstinaient-ils donc à peser sur la Nation ces Nobles & ce Clergé, en renouçant à leurs privilèges pécuniaires, pour consentir à l'égalité des contributions, & en ad-

⁽ I) pag. 43.

mettant aux places & dignités les talens & les vertus? Et ont-ils hésité à donner des preuves de leur générosité & de leur patriotisme?

Est-ce de bonne soi que l'Auteur ne peut pardonner au Clergé d'avoir voulu s'opposer à son entiere destruction? Et saurait-il, sans rougir, reprocher à la Noblesse de n'avoir pas sacrissé le clergé, pour se faire un utile rempart de ses ruines.

Comparez de nouveau la description rapide de l'inconduite de l'Assemblée Nationale, avec le tableau de sa justification, & choisissez entre le mépris ou la haine dûs aux calomniateurs.

Il serait inutile d'insister sur l'examen de l'institution d'une chambre unique de Représentants. Tous les vices en sont parfaitement connus; & l'auteur en glissant toutes-sois quelques phrasses pour en adoucir les désauts, paraît luimème passer condamnation. Sans cesse obligé de rendre justice à la constitution Anglaise dans la combinaison des dissérents pouvoirs, quoiqu'il dise (1) qu'il ne s'agit pas de cela ici, il convient que (2) le grand désaut de la nouvelle Constitution française est d'affaiblir trop l'intérêt de

⁽¹⁾ Pag. 49.

⁽²⁾ Pag. 51.

l'Etat, & l'énergie des passions utiles, par l'anéantissement total des distinctions, & par l'extrême abbréviation de la durée de tous les pouvoirs.

Il témoigne des inquiétudes, & dit (1) qu'il s'agit de savoir si la constitution, en conduisant le peuple français à l'indissérence, n'offrira pas des moyens au Monarque pour le ramener au despotisme; ou si son caractere, en le précipitant vers des nouveautés, ne ruinera pas la liberté même.

Faisant une distinction ingénieuse entre trois intérèts sort dissemblables dont tout Citoyen peut être animé dans une grande société (2) l'intérêt de l'homme, l'intérêt de corps, & l'intérêt de l'Etat; il fait résulter de l'accord de ces trois intérêts la plus grande sorce morale qu'il soit possible de donner à des Citoyens; d'où il faut conclure que lorsque ces intérêts se croisent, & que le combat est nécessairement inégal, la constitution est radicalement vicieuse.

Or dans une assemblée unique, de l'aveu même de l'auteur de l'adresse, l'intérêt de l'Etat est nul, ainsi que l'énergie des passions utiles, par l'anéantissement total des distinctions, & l'extrême abbréviation de la durée des pouvoirs.

⁽¹⁾ Pag. 55.

⁽²⁾ Pag. 47.

Celui de l'homme contre l'intérêt de l'Etat se démontre facilement, quoiqu'en dise l'auteur. Car il est évident que, dans une assemblée unique, il y a toujours quelques hommes qui conduisent, & qui meuvent l'assemblée suivant leur intérêt & leurs passions particulieres. Tout le monde sait qu'une assemblée unique court perpétuellement le danger d'être entraînée par l'éloquence, féduite par les sophismes, égarée par des intrigues, enflammée par des passions qu'on lui fait partager, emportée par des mouvements soudains qu'on lui communique, arrètée par des terreurs qu'on lui inspire, par une espece de cri public même dont on l'investit, & contre lequel elle n'ose pas seule réfifter.

Et ne faites-vous pas en ce moment une rude épreuve de cette grande vérité?

Enfin oserat-on nier que l'intérêt de corps ne lutte avec une force supérieure contre l'intérêt de l'Etat, dans une assemblée unique qui possede le pouvoir législatif sans bornes, quand il a été montré jusqu'à l'évidence que le corps législatif, même composé de membres amovibles à un espace de temps très-court, tend toujours; comme corps, à accroître sa puissance, & a envahir tous les pouvoirs?

Tels font, amis de la patrie, les principaux points far lesquels il était important de vous éclairer; & croyez fermement que cette autorité sans bornes usurpée par l'assemblée Nationale, est l'unique source de tous les maux. Par elle le pouvoir exécutif a été renversé; dès lors des usurpateurs audacieux n'ont plus été retenus par aucun frein; secondés d'une populace immense & séroce qu'ils soulevaient à leur gré, ils ont inspiré par - tout la terreur. Les proscriptions, le pillage, les incendies, les meurtres, tout a été employé pour servir leurs détestables complots.

Dès ce moment le trône a été ébranlé jusques dans ses sondements.

Déja l'armée est corrompue, le chef de la Nation sans désense, & le glaive suspendu sur sa tête, n'a d'autre ressource que de se mettre à la discrétion de ses bourreaux; & sorcé de capituler ignominieusement avec les maitres de sa vie, il se rend à Paris, se donne à eux pour ôtage, leur remet humblement une autorité qui ne lui sert plus, ou plutôt l'exerce entre leurs mains pour consacrer des Décrèts tyranniques.

De ce moment toute propriété est envahie, toute liberté est enchaînée, toute sûreté est ravie; & d'un bout du Royaume à l'autre, tous les cœurs se glacent d'effroi.

Amis de la patrie! Sortez de votre fommeil léthargique, & contemplez les ruines dont vous êtes environnés. Déja une grande Province s'ébranle; & convaincue que c'est à elle à réparer la premiere des désordres que par son imprévoyance elle sut la premiere à susciter, elle se prépare à demander à ses Députés le compte le plus rigoureux de leur conduite.

Mais que peut une seule Province contre une autorité sans bornes, & qui vient d'essayer ses forces avec autant d'empire? Enhardis par le succès, enivrés d'audace, ces mêmes usurpateurs prononcent une désense expresse aux Provinces de s'assembler. Les corps de Magistrature leur sont ombrage. Désense aux Magistrats de se réunir. Tout plie sous le joug des siers législateurs.

Tyrans farouches! jusques à quand abuserezvous de notre patience, & de notre modération.

Amis de la liberté! Encore un pas, & vous êtes asservis. La nouvelle division du Royaume est le dernier acte qui vous plonge dans l'esclavage.

Ecoutez en ce moment un homme qui n'est

point suspect; c'est encore l'Auteur de l'adresse aux Amis de la paix qui parle:

"(I) L'Affemblée Nationale a redouté l'esprit "des provinces; & c'est pour l'anéantir qu'elle "a voulu morceler le Royaume, & donner de "nouveaux centres à toutes les opinions, & de "nouvelles directions à toutes les habitudes: "cette entreprise hardie dans tous les temps, "peut, selon quelques bons citoyens, devenir "funeste en celui-ci: c'était le moment, disent-"ils, de planter à la hâte un clou dans cette "roue emportée par un mouvement trop rapide; "& ce n'était pas celui de l'augmenter beaucoup "plus."

" Ces hommes prétendent qu'au-lieu de briser " en morceaux ce ressort ancien, formé par l'at-" tachement des Français à leur province, il fal-" lait au contraire se faire un art de le fortisser, " en le dirigeant vers un centre commun, le " bien de la France entiere. Il fallait, disent-" ils, former un patriotisme général de tous ces " patriotismes particuliers; alors on n'innovait " presque rien; mœurs, usages, habitudes, pré-" jugés, tout était conservé; & l'édisce des mu-" nicipalités, cet édisce si désiré, & le dernier

^[1] Page 54. note de M. Servan.

" asyle de la Nation égarée, se serait élevé sans " peine, comme sans délai, sur des sondemens " respectés & chéris. La main du dernier ouvrier " suffisait pour démolir : mais le seul génie de " l'architecte sait édisser : & quelle situation " affreuse de voir nos Députés établir des dispu-" tes interminables, assis sur des débris qui nous " écrasent."

"Je ne sais si ces hommes ont raison, mais "leurs plaintes & leurs craintes sont bien excu-"fables."

Habitants des provinces! profitez d'un aveu que la force de la vérité vient de dicter.

Assise sur des débris qui nous écrasent, l'Assemblée Nationale n'avait plus à redouter que l'esprit des provinces. Les Députés contemplaient avec effroi le moment fatal de paraître devant elles. L'orage ne pouvait se dissiper qu'en morcelant le Royaume; le Décret de division paraît, & est fanctionné.

Amis de la patrie! le pacte de votre servitude est signé, & vous restez encore indécis! Rapportez-vous en à un homme qui, pour cette sois mérite votre consiance; & paraissez en vengeurs de vos droits.

Mais lorsque ce même homme (1) en vous voyant vous attendrir avec ces ames douces & sensibles que les violences, les outrages, les meurtres, les crimes de tons les genres ont remplis de terreur & de pitié, vous dira qu'il ne faut pas commettre l'injustice, de confondre une grossiere & vile populace, avec le bon & véritable peuple, laborieux, bonnête, & essentiellement ami de l'ordre; répondez - lui que ce n'est point la nation Française; que ce n'est point ce peuple laborieux & honnête; mais les factieux qui prétendent la dominer; mais les vils instrumens qu'ils ont à leurs gages, qu'avec lui vous appellerez un tas de brigands achevés, commencés, sans profession, sans domicile, sans patrie; insectes qui prouvent les vices du gouvernement où ils pullulent, comme les vers annoncent un cadavre, & prouvent la mort du corps qu'ils détruisent.

Lorsqu'en vous peignant (2) la confusion de tous les droits, l'oubli de tous les devoirs, le mêlange des conditions, l'anéantissement de toutes les distances, par tout ensin l'insubordination qui mene à tous les désordres par la licence; il vous dira qu'il ne faut pas en conclure que l'ancien avilis-

⁽¹⁾ Page 6 & 7.

⁽²⁾ Page 7.

sement a tout-à-fait corrompu notre Nation, que la servitude nous a rendu incapables de la vraie liberté, & que pour avoir trop obéis, nous no sommes plus dignes de nous gouverner nous mêmes; prouvez-lui que vous êtes capables d'une vraie liberté, en rendant à la France ses Loix, ses Magistrats, sa force qui la contienne & la dirige,

Lorsqu'il vous dira que (1) parmi les excès de la populace même, on n'a remarqué ni l'avilissement de la lâcheté, ni la corruption de l'avarice; qu'on ne l'a point vu dans ses atrocités marchander avec de l'argent la vie de ses ennemis, ni la sienne; contenez, s'il est possible, votre indignation au récit de pareilles impostures, tandis que votre esprit est encore rempli du triste souvenir des monceaux d'or dissipés pour acheter la populace, & corrompre les soldats, des victimes innocentes immolées à leur barbare avarice, & que le spectacle de l'horrible carnage au milieu duquel la famille Royale même a couru les plus grands dangers, se présente encore à votre imagination souillée.

Enfin, lorsqu'après avoir épuisé tous les moyens de vous tromper, (2) il frappera un plus grand

⁽¹⁾ Page 9.

⁽²⁾ Page 74.

coup sur vos esprits par la menace & la terreur de la guerre civile, si vous ne donnez les mains à la révolution entiere; lorsque se livrant à toute la vivacité de son génie, il vous peindra en traits de seu les malheurs qui grondent sur vos tètes, portera l'épouvante dans tous les cœurs, & cherchera à vous retenir par l'estro de la plus exécrable discorde; réponde el i, que c'est pour vous soustraire à tous ces d'ésordres affreux, qu'il est temps ensin de vous montrer, de disperser les conjurés, & de rendre tous les cœurs à la paix.

Et que peuvent en effet cent factieux, & la populace de Paris contre vingt - quatre millions d'hommes? Votre aveuglement feul faisait leur force, ouvrez les yeux, & vous ne verrez autour d'eux que foiblesse.

Amis de la patrie! Écoutez ce qu'en finissant, j'ose vous dire avec l'auteur de l'adresse aux amis de la paix, mais dans un sens bien dissérent, & plus vrai: (1), il n'est plus temps de vous, cacher dans la retraite que vous chérissez; de, fuir les hommes injustes & turbulens que vous, craignez, ou de garder un silence modeste au

⁽¹⁾ Page 1, 2 & 3.

5, milieu de leurs disputes emportées; il n'est plus 2, temps ensin de vous contenter de réséchir & 2, d'observer; le repos n'est plus de saison; & la 2, prudence est d'avoir du courage: il saut agir, 2, il saut parler vous - mêmes: voici le moment 2, où vous devez vous répandre en public, vous 2, montrer par-tout: & plut au ciel que, dans 2, ce moment critique, tout homme sage osat 2, se donner à lui-même la place, & s'il le 2, pouvait, la hauteur d'un obélisque dans les 2, places publiques.

"Amis de la Patrie! Lorsque tout conjure pour sa ruine, c'est à vous ensin de confpirer pour son salut, & vous n'avez pas un seul moment à perdre: si vous laissez échapper celui qui s'ensuit, votre silence & votre inaction seront aussi coupables que les discours & les complots mêmes des hommes factieux; ils auront voulu perdre la Patrie, & vous n'aurez pas voulu la sauver. Que disje? Ils auront même déployé plus de courage pour faire le mal, que vous pour l'empêcher: & prenez bien garde qu'en partageant avec eux le crime de mauvais Citoyens, vous n'ayez tout seuls l'infamie de la lâcheté.

,, Bons Citoyens! Concevez-vous bien la situation où nous sommes? Encore un degré

[48]

, d'anarchie, & la France est perdue: ne voyez-

" vous pas la Nation entiere, suspendue par

, un cheveu sur un abyme?

" Bons Citoyens! Que ferez-vous? Ah! Sans " doute tout ce que vous pourrez faire: ce qui

33 sera dans votre pouvoir, vous le comprendrez

" rigoureusement dans votre devoir même. "

"Ce que vous avez de plus pressant, c'est de vous unir; "de rendre au Roi sa liberté, son autorité; de retirer à vos Députés des pouvoirs dont ils ne se sont servis que pour vous enchanner. Livrez-vous avec confiance au généreux Monarque, qui recueillant, dans sa Déclaration du 23 Juin dernier, le vœu de la pluralité des Bailliages, vous a montré ce qu'il projettait de faire pour le bonheur de ses peuples; ou, si vous l'aimez mieux, avisez vous-memes aux moyens qui vous paraîtront les plus efficaces, pour subvenir aux besoins pressans du Royaume, & lui rendre sa splendeur.

ergerment that sur F I N.

german de englisher alle se de di George de la deservation della deservation de la deservation de la deservation della deservation della deservation della deservation della d

Sit in the second second

r oa inus Latitus, Light no r